

FONDATION *pour la* RECHERCHE STRATÉGIQUE

rapport final

Perception de la problématique de la mer de Chine par l'APL

Expression d'une position autonome ou élément d'une stratégie concertée ?

VALÉRIE NIQUET

Rapport n° 470/FRS/MERCHINE du 15 octobre 2012

Marché n° 1503415694 en application
de l'article 30 du code des marchés publics,
notifié le 7 août 2012.

FONDATION
pour la RECHERCHE
STRATÉGIQUE

SOMMAIRE

1 –	UNE CHINE PLUS SÛRE D'ELLE DANS UN PAYSAGE STRATÉGIQUE INSTABLE.....	4
2 –	QUE NOUS DISENT LES MILITAIRES CHINOIS ?	5
3 –	UNE APL PLUS AGRESSIVE ET PLUS AUTONOME ?	6
4 –	UNE STRATÉGIE DE PROVOCATION INTÉGRÉE À UNE STRATÉGIE COMPLEXE	9
	Une communauté stratégique plus large	9
	CONCLUSION	11

Perception de la problématique de la mer de Chine par l'APL

Expression d'une position autonome ou élément d'une stratégie concertée ?

Au mois de septembre 2012, les tensions en mer de Chine, autour de l'archipel des Senkaku-Diaoyu, ont pris un tour plus radicalement conflictuel. Après le rachat de trois îlots par le gouvernement japonais, les bâtiments de surveillance océanographique de la RPC ont multiplié les incursions dans les eaux territoriales japonaises pendant que, sur le territoire chinois, le pouvoir laissait s'exprimer, dans la presse, sur internet et dans la rue, des manifestations nationalistes violemment antijaponaises.

Dans le même temps, des mesures économiques ont été mises en œuvre contre Tokyo, comme cela avait été le cas avec le contrôle des exportations de terres rares en 2010 lors d'un précédent épisode de tension.¹ Pékin a fortement réduit sa participation à d'importantes réunions multilatérales, comme l'Assemblée générale du FMI qui s'est tenue à Tokyo au mois d'octobre. L'ensemble des manifestations destinées à marquer le 40^{ème} anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la RPC et le Japon a été annulé.

Si cette crise concerne aujourd'hui l'archipel nippon, elle n'est pas isolée. Elle s'inscrit au contraire dans un cycle de recrudescence des tensions qui, depuis 2009, s'étendent à l'ensemble de la mer de Chine, de l'Indonésie à la Corée en passant par les Philippines, le Vietnam et le Japon. En 2009, des incidents ont également impliqué les États-Unis.

La question d'un changement de priorités stratégiques du régime chinois, abandonnant sa stratégie officielle de modestie, de bon voisinage et d'émergence « pacifique » pour un positionnement plus proactif sur la question de la défense des « intérêts vitaux » du

¹ Yang Liming, « Will Economic War Awaken Japan? », *People's Daily Online*, 15 octobre 2012.

régime est donc posée. Ceci d'autant plus que, si l'on se réfère à des déclarations non confirmées officiellement, le concept d'intérêt vital (*hexin de liyi*) qui concernait traditionnellement la défense de « l'intégrité territoriale » et la lutte contre le séparatisme à Taiwan, au Xinjiang et au Tibet, aurait été étendu à l'ensemble de la mer de Chine.²

Ces évolutions fortement déstabilisatrices, et en apparence peu rationnelles au regard des intérêts fondamentaux de la Chine et des besoins réels d'un pays émergent, posent la question du fonctionnement interne du régime, du positionnement des militaires sur cette thématique, de leur poids et de leur spécificité au sein du système.

1 – Une Chine plus sûre d'elle dans un paysage stratégique instable

Officiellement, dans son analyse de la situation stratégique, le dernier Livre blanc de la défense chinoise trace un bilan contrasté des évolutions.³ La « puissance globale » de la Chine s'est renforcée, mais dans le même temps la « compétition internationale » est plus sévère, posant de nouveaux défis au pouvoir chinois. Dans la zone Asie-Pacifique, la situation est décrite comme « volatile », tout particulièrement en ce qui concerne la sécurité maritime. Selon le Livre blanc, Pékin fait face à des pressions croissantes pour préserver son « intégrité territoriale, ses droits et ses intérêts sur mer ». Ces pressions menacent la mission du parti communiste de « grande renaissance de la nation chinoise ».

C'est dans ce cadre très officiel que s'inscrivent les prises de position de militaires chinois, qui, particulièrement depuis la fin des années 2000 et la crise économique globale, multiplient les déclarations agressives sur la thématique de la mer de Chine.

² Cette position – non-confirmée officiellement – a été affirmée devant une délégation d'officiels américains en visite à Pékin au mois d'avril 2010. Le Secrétaire d'État Hillary Clinton a déclaré que, à l'occasion du dialogue économique et stratégique qui s'est tenu au mois de mai 2010, le « représentant du ministère des Affaires étrangères » aurait à nouveau mentionné cet élément. Selon un article publié dans *Global Times*, publication qui dépend du *Quotidien du peuple*, les demandes de la Chine en mer de Chine du Sud ne concernent que « l'un des intérêts vitaux » de la RPC. « Zhongguo zai nanhaishang jiyao jianjue you bu jiaozao » (Les demandes de la Chine en mer de Chine du Sud sont fermes mais calmes), *Huanqiu.com*, 27 juin 2012. De même, à l'occasion d'un séminaire organisé entre des officiers à la retraite chinois et japonais, la partie chinoise aurait déclaré que « les questions territoriales font partie de nos intérêts vitaux, les îles Diaoyu font partie du territoire chinois et de nos intérêts vitaux », in Kyle Mizokami, « Japan's Strategy Against The Senkaku Islands Dispute », disponible à : <http://jsw.newpacificinstitute.org>, 14 septembre 2012.

³ *La défense de la Chine en 2010*, Conseil des Affaires d'État, Pékin, mars 2011.

2 – Que nous disent les militaires chinois ?

Accompagnant le développement des crises en mer de Chine, face au aux Philippines et au Vietnam d'abord puis face au Japon, plusieurs voix issues des rangs de l'APL ont multiplié les déclarations martiales particulièrement agressives concernant les questions de souveraineté en mer de Chine. Les exemples de ces déclarations très agressives sont multiples et rencontrent un large écho dans les médias. Le 23 juin 2011, le général Peng Guangqian déclarait par exemple à la télévision chinoise que la Chine pouvait « donner une leçon » au Vietnam si celui-ci continuait de « jouer avec les couteaux ». Au mois de juillet 2012, en réponse au dialogue Shangri La au cours duquel le secrétaire d'État à la défense a réaffirmé la volonté de l'Administration américaine de « rééquilibrage » stratégique vers l'Asie, les autorités chinoises ont organisé à Pékin le premier « World Peace Forum » défendant une relation « gagnant-gagnant » pour tous.⁴

A cette occasion, Ren Haiquan, représentant de l'APL au dialogue Shangri La en 2012 et vice-président de l'Académie des Sciences militaires, a également défendu une approche « plus ferme » sur la question des intérêts maritimes en mer de Chine du Sud. Le général Luo Yuan, secrétaire général adjoint de l'Association chinoise de science militaire et ancien directeur du département des études stratégiques internationales de l'Académie des sciences militaires, a lui déclaré que, alors que les mécanismes existants de sécurité collective étaient inefficaces en Asie, « *il n'y avait plus de place pour la tolérance* ». ⁵ Il appelait au mois d'avril les Philippines à « *ne pas sous-estimer la détermination de la Chine à défendre sa souveraineté nationale et son intégrité territoriale* » affirmant que « *notre bonne volonté ne doit pas être perçue comme une preuve de faiblesse* ». ⁶

Le même général Luo Yuan défendait également l'installation d'un commandement militaire mettant l'accent sur la défense aérienne et navale dans la nouvelle ville-préfecture de Sansha créée le 21 juin 2012 par le Conseil d'État.

A nouveau, au mois d'août 2012, face au Japon cette fois, Luo Yuan déclarait qu'il fallait envoyer « *une centaine de bâtiments autour des Diaoyu et faire de l'archipel une cible pour des tirs d'exercices des forces aériennes de l'APL* ». ⁷

⁴ Luo Chaowen, « 2012 Win-Win for All : World Peace Forum held in Beijing », <http://english.peopledaily.com>

⁵ In Teddy Ng, « Tougher Line Urged in South China Sea », *South China Morning Post*, 9 juillet 2012.

⁶ Général Luo Yuan, « Feilibing wu qiren taishen Zhongguo zai gei heping yi zuihuo jihui » (Philippines, ne cherchez pas à profiter des autres ! La Chine donne à la paix sa dernière chance), disponible à : <http://www.news.yifeng.com>, 9 avril 2012.

⁷ *Global Times*, 19 août 2012.

Si Luo Yuan, l'un des intervenants les plus actifs, est aujourd'hui à la retraite, d'autres militaires en activité ont toutefois exprimé des positions identiques. Au mois de juillet 2012, l'Amiral Wang Dengping, déclarait à l'agence Xinhua qu'« *en tant qu'officiers nous ne pouvons pas laisser notre territoire diminué ni nos terres perdues* ». Le général Xu Fenlin, chef d'État-major de la région militaire du Guangdong, déclarait de son côté que « *la région militaire doit se préparer efficacement à un conflit militaire* ». ⁸ De même Zhao Yingfu, ancien commissaire politique de la région militaire de Nankin, déclarait qu'« *une nation ne doit jamais avoir peur de l'action militaire* » et que « *la puissance économique de la Chine doit avoir son équivalent en matière de puissance militaire* ». ⁹

3 – Une APL plus agressive et plus autonome ?

Au-delà de ces déclarations, on s'interroge sur la réalité du contrôle exercé par les autorités centrales sur certaines unités militaires impliquées dans les tensions en mer de Chine. Ainsi, au mois de juillet 2012, à l'occasion d'un exercice simulant un débarquement sur des îlots organisé autour de l'île de Zhoushan au large des côtes du Zhejiang, les autorités militaires au niveau local auraient directement donné l'ordre d'interrompre toute campagne de pêche dans la zone sans en référer au ministère de la Défense. ¹⁰

De même, on peut voir dans la prise de position de ces officiers une critique implicite d'un pouvoir civil jugé trop « mou » face aux menaces qui pèsent sur l'intégrité territoriale et la souveraineté nationale de la Chine, et la volonté de défendre une stratégie de confrontation plus agressive pour imposer les revendications chinoises. ¹¹ Il existe en effet un courant nationaliste, qui s'exprime avec force, au sein de l'APL, composé d'officiers retraités et d'officiers d'active qui occupent toutefois généralement des postes de commandement politique.

Ce courant n'est pas nouveau, en 2005, un groupe d'officiers rassemblés autour du général Liu Yazhou, alors vice-commissaire politique de la PLAAF et du général Peng Guanqian, chercheur à l'Académie des sciences militaires, a publié un article exigeant

⁸ Xinhuanet.com in Teddy Ng, « Hawkish Commander Heads South Sea Fleet », *South China Morning Post*, 10 juillet 2012.

⁹ In Miles Yu, « Inside China: Generals Urge get-tough Policy on Japan », *Washington Times*, 19 septembre 2012.

¹⁰ « Five Days Naval Exercise in East China Sea », *Taipeiwan China*, 11 juillet 2012.

¹¹ Entretiens avec l'analyste Willy Lam, Washington, mars 2012.

plus de fermeté face au Japon.¹² Si l'on remonte plus loin dans le temps, l'ouvrage des « deux colonels » sur *La guerre sans limite* reprenait les mêmes thématiques.

Pourtant, si le fond est le même, la liberté de ton semble s'être considérablement accrue. En 2012, face aux Philippines, et alors que le ministre de la Défense, le général Liang Guanglie, déclarait que l'APL « ne jouait aucun rôle dans la gestion de la crise de Scarborough », le Général Luo Yuan prenait au contraire position en affirmant que le retrait du Yuzheng 310 – le bâtiment le plus important de l'Administration de contrôle des pêches – de la zone du récif de Scarborough-Huangyan était une « mauvaise décision ». Il préconisait de renforcer la puissance de feu de la Chine dans la zone et de prendre possession physiquement du récif en construisant « une base militaire ou au moins des installations pour la pêche ». Pour Luo Yuan, la montée des tensions autour de Scarborough offrait à la Chine une « zone de test permettant de se libérer de ses difficultés en mer de Chine ».¹³

Certains analystes veulent voir dans la multiplication de ce type de déclarations une ligne de fracture entre un pouvoir civil affaibli et une partie au moins de l'institution militaire, soulignant que, sous la direction de Jiang Zemin, aucun militaire ne se serait exprimé aussi librement.¹⁴ La question de la mer de Chine serait ainsi devenue pour certains militaires le moyen de servir leurs ambitions et d'affirmer leur autonomie en s'exprimant dans des medias eux-mêmes à l'affût du sensationnalisme.¹⁵

Les prises de positions publiques seraient également intégrées aux luttes de factions exacerbées à la veille du XVIIIème congrès du parti communiste qui doit se tenir le 8 novembre. Le successeur désigné, Xi Jinping, semble en effet bénéficier au sein de l'appareil militaire du soutien des généraux les plus nationalistes avec lesquels il peut partager – comme avec le général Liu Yuan, commissaire politique de l'Académie des sciences militaires et fils de Liu Shaoqi, ou le général Liu Yazhou, aujourd'hui commissaire politique de l'Université de défense et gendre de Li Xiannian –, une même expérience de « fils de prince ».¹⁶ Ces généraux adoptent un positionnement de « jeunes turcs » favorables à une armée plus professionnelle, efficace et – officiellement au moins – moins corrompue dans le débat sur « l'Étatisation » (*guojiahua*) de l'APL.¹⁷

¹² Liu Yazhou, Peng Guangqian, « Junfang yantaohui : yu ren zun wo bi xian zi zun, rebenren weihe dui wo chang kuang » (Forum militaire : si l'on veut être respecté il faut d'abord se respecter soi-même, pourquoi les Japonais dépassent-ils les limites avec la Chine ?), <http://www.qian-ming.net>, 14 avril 2005.

¹³ *Global Times*, 26 avril 2012.

¹⁴ Willy Lam, entretiens avec l'auteur, Washington, mars 2012.

¹⁵ Ed. Wong, « Party Bristled at Military Push for More say in China », *New York Times*, 07 août 2012.

¹⁶ Xi Jinping est par ailleurs marié en seconde noce à Peng Liyuan, spécialisée dans les chants patriotiques qui a le grade de général.

¹⁷ Alfred Chan, « A Young Turk in China's Establishment », *China Brief*, vol 5 Issue 19, 31 décembre 2006.

Par ailleurs, alors que le caractère totalitaire du contrôle politique tend à se diluer, l'armée, comme les autres corps, exprime et défend des intérêts de type corporatiste et participe de cette multiplication des acteurs qui pèsent sur la stratégie extérieure de la RPC.¹⁸

Enfin, à l'heure où la question de Taiwan est moins prioritaire en raison de la conjoncture politique dans l'île, la construction, par un discours hyper nationaliste, d'une nouvelle menace qui pèserait sur les intérêts vitaux de la RPC en mer de Chine permet à l'APL en général et plus spécifiquement à la PLAN, de justifier l'augmentation de sa part budgétaire, dans un « partage des dépouilles » entre réseaux que l'on retrouve à tous les niveaux du pouvoir chinois.¹⁹ En retour, les moyens nouveaux dont dispose l'APL peuvent entraîner une tentation de l'utilisation de ces moyens, particulièrement face à des puissances perçues comme plus « faibles » telles que les Philippines ou le Vietnam et de renforcer ainsi la légitimité et le prestige du parti communiste.²⁰

On peut également retrouver dans ce phénomène d'autonomisation des militaires, au côté de facteurs moins spécifiques tels que les attributions budgétaires, des facteurs plus spécifiques liés à la nature du régime et à l'histoire, qui sont ceux des luttes de faction au sein d'un pouvoir opaque et du rôle traditionnellement important joué par les militaires depuis la fin de la dynastie des Qing avec le général Yuan Shikai, jusqu'à la Révolution culturelle en passant par la Chine nationaliste et la dictature militaire du « Generalissimo » Chiang Kai-Shek. Jusqu'à Deng Xiaoping, le prestige du dirigeant suprême reposait aussi – si ce n'est avant tout – sur son statut de chef militaire dans les luttes menées avant 1949.

Mais si le nationalisme peut contribuer à renforcer le poids de l'APL au sein du parti, la stratégie de tension qui s'exprime au travers des déclarations de certains militaires peut aussi être analysée comme un élément d'une stratégie complexe mais coordonnée destinée à atteindre l'objectif d'affirmation des positions chinoises en Asie.

¹⁸ Linda Jakobson, Dean Knox, *New Foreign Policy Actors in China*, SIPRI, 26 septembre 2010.

¹⁹ Symboliquement, le « porte-avions » *Varyag* est entré en service – sans avions – sous le nom de *Liaoning* au mois d'octobre 2012, en pleine crise avec le Japon.

²⁰ Il faut noter toutefois qu'au mois de septembre 2012, le *Yuzheng 310*, principal bâtiment de l'administration de surveillance océanographique, s'est échoué au large des Philippines, alors qu'il croisait dans une zone contestée.

4 – **Une stratégie de provocation intégrée à une stratégie complexe**

Si les déclarations de certains militaires peuvent apparaître comme provocatrices et incontrôlées, elles émanent en réalité d'une communauté stratégique très autorisée dont l'accès aux médias officiels ou semi-officiels n'est en rien limité. Par ailleurs, si les déclarations se multiplient, elles témoignent de positions quasi identiques.

Parmi les militaires, ceux qui s'expriment ont souvent occupé des postes de chercheurs ou d'analystes au sein de l'Académie des sciences militaires ou de l'Université de défense. Les mêmes noms, qui sont également ceux des « communicants » autorisés à participer – en Chine ou à l'étranger – à des conférences ou des colloques internationaux, reviennent régulièrement. Parmi les plus « expressifs » on trouve les généraux à la retraite Luo Yuan et Peng Guangqian, tous les deux rattachés à l'Académie des sciences militaires, le général Zhu Chenghu ou l'Amiral Yang Yi, de l'Université de défense nationale.²¹

Une communauté stratégique plus large

Par ailleurs, ce petit groupe de militaires est intégré à une communauté stratégique plus large composée d'analystes ou de « chercheurs » en relations internationales, actifs au sein des principaux centres de recherche. Replacée dans ce cadre, loin d'apparaître comme marginale, l'expression des militaires les plus radicaux reproduit en réalité une ligne que l'on retrouve – exprimée dans des termes quasi identiques – à plusieurs niveaux. Cette ligne politique par nature autorisée, même si elle a pu faire l'objet de débats, exprime la position dominante, résultat d'un consensus au plus haut niveau des centres de décisions du parti communiste.

Les prises de position et déclarations récentes des principaux représentants de la communauté stratégique civile chinoise, où l'on retrouve des gens comme Wang Jisi, Shen Dingli, Cui Liru ou Yan Xuetong, dont les postes indiquent le positionnement élevé dans la hiérarchie du parti communiste et la légitimité, mettent en évidence les points communs dans l'analyse avec les représentants de la communauté militaire.

Pour Wang Jisi, Doyen du département d'études internationales de l'Université de Pékin, la Chine a fait preuve de « trop de faiblesse » dans ses relations avec le Japon, les Philippines ou les États-Unis. Loin d'être agressive, la Chine n'a pu qu'adopter une stratégie « défensive » face aux provocations de ses voisins. Pour l'analyste, Pékin devrait « *suivre le modèle des États-Unis, qui n'hésitent pas à utiliser la force ou l'arme des pressions économiques pour obliger les pays à accepter leurs demandes légitimes.* »²²

²¹ Entretiens avec l'auteur.

²² Wang Jisi, « China Deserves More Respect as First Class Power », *Asahi.com*, 5 octobre 2012.

Pour Cui Liru, Président du CICIR, « *la Chine attache trop d'importance à l'apaisement et à la recherche d'un terrain d'entente* » et Pékin devrait « *faire plus pour imposer sa souveraineté et défendre ses intérêts vitaux.* »²³

Pour Shao Feng, Directeur de la division Stratégies internationales de l'Institute of World Politics de la CASS, « *la Chine doit attribuer des ressources plus importantes à la constitution d'une force de projection crédible en mer de Chine pour construire un outil de politique étrangère permettant de résoudre les questions de frontières sur mer.* » Il préconise un abandon de la politique de « bon voisinage » exposée à l'occasion du XVIème congrès du parti communiste en 2002 et son remplacement par une stratégie de « coexistence pacifique » s'appuyant sur la coopération et une volonté crédible de recours à la force. Face à ses voisins, la réaffirmation de la volonté de paix et de stabilité ne peut se faire au prix de la défense des droits légitimes de la Chine. Pour Shao Feng comme pour le général Luo Yuan, la Chine doit donc « *occuper les îles, ilots et récifs et en expulser les intrus* » et les crises en mer de Chine doivent devenir des « *opportunités stratégiques* » pour faire avancer les intérêts chinois.²⁴

Ainsi, les représentants de cette communauté qui s'expriment au sein de l'APL et des institutions civiles sont avant tout – même si la logique des stratégies personnelles ne peut être totalement exclue – au service de la défense des intérêts du pays tels que définis par les instances du parti communiste. Aujourd'hui, confronté à de fortes tensions pesant sur la stabilité du régime, et un temps persuadé de l'existence d'opportunités nouvelles offertes par l'affaiblissement des États-Unis après la crise de 2008, le parti est tenté de renforcer le nationalisme et l'affirmation agressive de la puissance extérieure du régime.

En ce sens, l'armée demeure le bras armé du parti – et de la faction dominante au sein des instances dirigeantes – plus que celui de la nation, et l'autorité du parti communiste – seul détenteur des véritables centres de commandement – sur les militaires et la communauté stratégique ne semble pas en réalité remise en cause.

Toutefois, des positions différentes peuvent exister au sein même de l'APL. Elles semblent résulter de conflits d'intérêts entre services ou de divergences dans l'évaluation des capacités chinoises. Ainsi, le général d'aviation, Liu Yazhou tout aussi nationaliste que ses collègues, a publié en 2004 un article dénonçant les risques de l'aventurisme – dont la PLAN pourrait se rendre coupable – en rappelant l'échec de l'offensive de Jinmen contre Taiwan au lendemain de la prise de pouvoir par les communistes en

²³ In : Teddy Ng, « Tougher Line Urged on South China Sea », *South China Morning Post*, 9 juillet 2012.

²⁴ Shao Feng, « Security Strategy for China Maritime Domain », <http://english.caixin.com>, 13 juillet 2012.

1949.²⁵ Certains militaires peuvent être plus conscients des risques considérables que le régime chinois prend pour sa survie en encourageant une escalade mal maîtrisée des tensions.

A ce titre, l'absence de déclarations publiques émanant d'une arme stratégique comme la seconde artillerie, doit être notée. Toutefois, plus que l'expression de divisions internes, on peut aussi supposer que ce silence résulte d'une division des tâches entre une arme stratégique, présente en toile de fond pour renforcer la puissance globale de la RPC, et des représentants d'autres armes – dont la PLAN – qui peuvent plus facilement servir une stratégie de gesticulation militaire et de tensions pour peser sur les décisions de l'adversaire en brandissant la menace de l'escalade.

Autre signe fort du caractère autorisé et concerté des prises de position les plus radicales exprimées par les militaires chinois, elles ne sont pas dénoncées par le pouvoir politique mais sont au contraire généralement suivies et mises en œuvre par l'APL et le ministère de la Défense. Les nominations reflètent la légitimité des positions de ceux qui s'expriment, telles celle de l'Amiral Wang Dengping, ancien commissaire politique de la flotte du nord au poste de Commandant de la flotte de Chine du Sud.²⁶ Selon le *Global Times*, cette nomination, ainsi que la réorganisation du commandement sur l'île de Hainan, « contribuera à interdire aux autres pays de revendiquer des droits territoriaux sur les îles contestées ».²⁷

De même, suivant les recommandations du général Luo Yuan, le porte-parole du ministère de la Défense Geng Yansheng a annoncé la mise en place d'un commandement militaire au niveau de la nouvelle ville préfecture de Sansha afin de « protéger la souveraineté nationale en réponse aux provocations des autres pays ».²⁸

Conclusion

Loin d'apparaître comme l'expression d'une position dissidente incontrôlée, la multiplication des prises de positions radicales et agressives de la part de militaires qui font partie d'une communauté stratégique autorisée, apparaît au contraire comme un élément d'une stratégie multimodale de pression destinée à peser sur les décisions des voisins de Pékin et plus encore peut-être sur celles des États-Unis perçus comme le principal élément perturbateur pour les intérêts chinois. Avec Washington en effet, le fossé

²⁵ Liu Yazhou, « Jinmen zhanyi jiantao » (Leçons de la bataille de Jinmen), <http://www.yanan.cn>, April 2004 in Alfred Chan, op. cit.

²⁶ Teddy Ng, « Hawkish Commander Heads South China Fleet », *South China Morning Post*, 10 juillet 2012.

²⁷ Zhu Chenghu, « South China Sea Deliberately Stirred Up with Outside Help », *Global Times*, 17 juillet 2012.

²⁸ « China Pledges to Protect Maritime Sovereignty », *China Daily*, 29 juin 2012.

capacitaire demeure considérable et interdit à la RPC tout espoir d'imposer par la force le respect des positions chinoises.

La stratégie de rééquilibrage en direction de l'Asie défendue par Washington depuis 2010 constitue aujourd'hui la première préoccupation et la première cible des autorités chinoises. Pour le général Zhu Chenghu, qui résume la position de l'ensemble de la communauté stratégique chinoise, les tensions qui se multiplient en mer de Chine ne sont que le résultat d'une stratégie délibérée mise en place par Washington, avec l'aide de ses alliés et partenaires dans la zone, pour briser l'élan de la renaissance de la Chine.²⁹ De même, pour Wang Jisi, « *le problème véritable n'est pas avec nos voisins mais avec les États-Unis qui refusent de prendre en compte les demandes chinoises.* »³⁰

Dans le même temps, il s'agit de convaincre les voisins de Pékin de la futilité des espoirs qu'ils peuvent mettre dans le soutien américain face aux « justes revendications » de la Chine. La presse officielle souligne que le Japon ne doit pas compter sur les forces américaines pour résoudre la question des Senkaku-Diaoyu.³¹ Pour Zhu Chenghu, les partenaires de Pékin en Asie doivent « *faire le bon choix* » et le Vietnam est invité, plutôt que de jouer un rôle dans la stratégie de *containement* que Washington veut mettre en place autour de la Chine, à « *coordonner son action en Asie pour limiter les conséquences du pivot* ». ³²

En dépit des tensions, on sent par ailleurs, au sein de la communauté stratégique chinoise civile ou militaire, l'espoir de pouvoir construire une relation privilégiée avec les États-Unis. L'ensemble des militaires et des analystes cités a eu l'occasion de séjourner aux États-Unis dans le cadre des échanges organisés par exemple par l'Université Georgetown à Washington. Leurs enfants, comme ceux de la quasi-totalité de l'élite chinoise, font leurs études aux États-Unis.

Dans ce contexte, la menace d'utilisation de la force et la multiplication des gesticulations à un niveau infra militaire ont aussi pour objectif de dissuader les États-Unis de se réengager dans la zone et de les pousser à exercer des pressions sur leurs alliés pour « faire retomber les tensions ». Dans le cas du Japon, le premier objectif pour Pékin pourrait ainsi être d'obtenir de Tokyo la reconnaissance de l'existence d'un conflit sur la question des Senkaku-Diaoyu et les commentateurs et analystes chinois soulignent l'ambiguïté de la position américaine sur la question de la souveraineté. Cette ambiguïté

²⁹ Zhu Chenghu, « South China Sea Tensions Deliberately Stirred Up with Outside Help », *Global Times*, 17 juillet 2012.

³⁰ Wang Jisi, *op. cit.*

³¹ Wang Xinjun, « US Weapons no Use for Diaoyu Islands Issue », *People's Daily.com*, 23 août 2012.

³² Zhu Chenhu, *op. cit.*

en elle-même est perçue comme une victoire qui démontre le succès de la stratégie de la tension mise en place par Pékin. Ainsi, pour Shao Feng, « *si la Chine utilise une réponse appropriée et une force limitée pour riposter, les États-Unis chercheront à maîtriser leurs alliés* » et les risques d'escalade seront maîtrisés.³³

Cette stratégie de la montée des tensions s'accompagne d'autres éléments qui vont des pressions économiques aux mesures « administratives » avec l'établissement de la ville préfecture de Sansha en passant par une offensive « légale » en matière de droit de la mer, le recours aux moyens « non militaires » de l'administration des pêches et de surveillance océanographiques – qui permettent de conserver une position officiellement strictement défensive – la mise en œuvre de tactiques du « front uni » avec Taiwan face au Japon et aux Philippines, et une guerre de propagande intensive avec l'organisation de manifestations massives contre le Japon qui permettent d'attiser les « passions publiques ».³⁴

Ainsi, le positionnement agressif et très nationaliste des militaires chinois qui s'expriment apparaît bien d'abord comme un rouage essentiel de la stratégie de la tension mise en place par le régime chinois pour tenter d'avancer ses positions en Asie et renforcer sa légitimité sur le territoire chinois.

³³ Shao Feng, op. cit.

³⁴ « Provocative Neighbors Disgrace Themselves », *Global Times*, 16 juillet 2012.

